

**Politique migratoire - Agence
européenne des réfugiés - Réponse
de M. Jean-Baptiste Lemoyne,
secrétaire d'Etat auprès du ministre
de l'Europe et des affaires
étrangères, à une question
d'actualité au Sénat**
(Paris, 26 juin 2018)

Monsieur le Sénateur, l'Europe, on ne peut pas se le cacher, est à la croisée des chemins. Tout ce qui a été patiemment et laborieusement bâti depuis des décennies peut se retrouver défait en quelques mois ou quelques années. Le Brexit montre que le délitement peut être parfois très rapide.

L'Union européenne est soumise en ce moment à des tests de solidité et de souveraineté, pour ce qui concerne sa politique, tant commerciale que migratoire. C'est donc en commun que nous devons apporter des réponses fondées sur des principes simples, à savoir la responsabilité et la solidarité.

Un ensemble de mesures doivent être prises. Il convient tout d'abord d'améliorer la coopération avec les pays d'origine et de transit. De ce point de vue, la France a pris des engagements forts sous la houlette du président de la République, puisqu'il s'agit d'augmenter notre aide publique au développement, qui devra atteindre 0,55% de notre revenu national brut. Le Premier ministre évoquait d'ailleurs le sujet de l'Alliance pour le Sahel ce matin même avec son homologue malien.

Il faut ensuite éviter que certains demandeurs d'asile, légitimement éligibles à ce droit, n'aient à faire cette traversée de la mort. C'est tout l'objet des missions de l'OFPRA déployées dans un certain nombre de pays, notamment la Libye, le Tchad et le Niger. Elles identifient les personnes dont les droits en la matière sont imprescriptibles.

En outre, il est nécessaire de renforcer les moyens de l'Union européenne pour la protection des frontières extérieures. Ainsi FRONTEX doit-il passer d'un effectif de 1.200 personnes à un effectif de 10.000 personnes.

Il existe donc une large palette de solutions. La mise en place d'une agence européenne pour l'asile, que vous venez d'évoquer, est une idée fortement soutenue par la France et l'Allemagne. Elle fera l'objet des débats qui se tiendront ces prochains jours./.

(Source : site Internet du Sénat)